

COMMUNIQUE DE PRESSE

Contact presse

Selma Tolba
Chef du service communication
Tel. 07.88.39.99.75
selma.tolba@andra.fr

À propos de l'Andra

L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (**Andra**) est un établissement public à caractère industriel et commercial créé par la loi du 30 décembre 1991. Ses missions ont été complétées par la **loi de programme du 28 juin 2006** relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs.

Indépendante des producteurs de déchets radioactifs, l'Andra est placée sous la tutelle des ministères en charge de l'énergie, de l'environnement et de la recherche.

L'Andra met son expertise au service de l'État pour trouver, mettre en œuvre et garantir des solutions de gestion sûres pour l'ensemble des déchets radioactifs français **afin de protéger les générations présentes et futures du risque que présentent ces déchets.**

Présentation des résultats d'une étude sanitaire complémentaire menée par Santé Publique France autour du Centre de stockage de l'Aube

Le 5 juin 2018, Santé publique France a rendu publics les résultats d'une étude complémentaire qu'elle a réalisée sur la surveillance du cancer du poumon chez l'homme dans une zone de 15 km autour du CSA.

Cette étude avait pour objectif de suivre l'évolution de cette pathologie suite à une 1^{ère} étude réalisée en 2010. Le protocole, défini par Santé publique France et un comité de pilotage constitué localement, ne cherchait pas à établir de lien entre un éventuel excès et un facteur explicatif, mais à comparer les données statistiques (hospitalisations et décès) du cancer du poumon chez l'homme dans une zone de 15 km autour du CSA à celles des départements de l'Aube et de la Haute-Marne.

Les résultats de cette étude complémentaire présentée le 5 juin par Santé Publique France au comité de pilotage montrent que :

- concernant les données relatives aux hospitalisations, collectées entre 2005 et 2012 : l'écart constaté en 2010 n'apparaît plus dans la nouvelle étude (194 hospitalisations statistiquement attendues, 195 hospitalisations recensées),
- concernant les données relatives aux décès, collectées entre 1998 et 2012 : l'écart constaté en 2010 se maintient à un niveau très faible : 131 décès statistiquement attendus, 138 décès recensés.

Dans la synthèse de l'enquête [mise en ligne sur son site internet](#), Santé Publique France conclut : « *le fait que, sur la période étudiée, le sur-risque 1) ne soit observé que chez les hommes et pas dans l'ensemble de la population et 2) ne concerne que le cancer du poumon et pas d'autres localisations cancéreuses potentiellement liées aux rayonnements ionisants, ne conforte pas l'hypothèse d'une exposition liée à l'environnement extérieur.* »

L'Andra estime important que de telles études puissent être lancées et menées à leur terme, en toute autonomie, selon des méthodes validées scientifiquement et discutées au sein du comité de pilotage pluraliste. Les premiers concernés, en particulier les riverains, les salariés du Centre et des entreprises sous-traitantes, disposent ainsi de données fiables et objectives.

Rappel sur l'étude publiée en 2010

Réalisée à la demande de l'association *Les citoyens du coin* et relayée par un collectif d'élus locaux, la 1^{ère} étude publiée en 2010 par l'InVs, devenu Santé Publique France depuis, avait conclu, à partir des données collectées entre 1998 et 2007, que les personnes vivant à proximité du CSA ne risquaient pas plus de développer de pathologies cancéreuses que le reste de la population de l'Aube et de la Haute Marne, tous sexes confondus, tant au niveau des hospitalisations que des décès, à l'exception d'une seule pathologie, celle du cancer du poumon chez l'homme seulement (pas chez la femme), pour qui un faible écart était constaté statistiquement.

Suite à la présentation des résultats, l'InVs, en lien avec le comité de pilotage pluraliste constitué localement, a poursuivi la surveillance du cancer de poumon chez l'homme dans la zone étudiée. C'est le résultat de ce suivi qui a été présenté le 5 juin par Santé Publique France. Les deux études ont suivi la même méthodologie et le même périmètre, seules les périodes analysées ont été élargies pour pouvoir mesurer les évolutions.

Pour aller plus loin : la surveillance environnementale autour du CSA

Au Centre de stockage de l'Aube, ce sont plus de 2 500 prélèvements dans et autour du centre et 15 000 analyses qui sont menés chaque année en vue d'évaluer l'impact de l'activité du centre sur l'homme et l'environnement.

Les résultats indiquent un impact extrêmement faible et l'ensemble des données collectées sont publiées dans le Rapport annuel du CSA et sur le site internet du Réseau national de mesures de la radioactivité de l'environnement www.mesure-radioactivite.fr.

Impact radiologique des rejets du Centre de stockage de l'Aube en 2017 :

